

GRUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

Banque des Territoires

Direction des prêts

72 avenue Pierre Mendès France

75914 PARIS Cedex 13

Prestations d'ingénierie financière dans le cadre du programme
EduRenov

AFFAIRE N°20255025

MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
C.C.T.P.

Marché ingénierie financière 2025

Table des matières

I. Le contexte du marché d'ingénierie financière	3
1. La direction cliente.....	3
2. Cible du marché.....	3
3. Les objectifs du marché	5
II. Lot 1 – Mission 1 (via bon de commande) : Audit financier flash, optimisation du plan de financement et propositions de scénarios	6
1. Objectifs de la mission	6
2. Missions.....	6
2.1. UO.1. : Mission d'analyse financière – audit flash.....	6
2.2. Identification et isolement du ou des projets de rénovation énergétique des écoles	7
2.3. Proposer des scénarios d'investissement en conséquence	8
3. Durée de la mission	9
5. Niveau d'accompagnement	10
III. Lot 1 - Mission 2 (via bon de commande) : Recherche de financement et appui au montage de dossiers	11
1. UO.2. : Identification et cartographie des financements et conseil opérationnel	11
1.1. Objectifs	11
1.2. Mission	11
1.3. Livrables	11
1.4. Niveau d'accompagnement.....	12
2. UO.3. : Appui au montage administratif et financier des dossiers	12
2.1. Objectifs	12
2.2. Mission	12
2.3. Livrables	13
2.4. Niveau d'accompagnement.....	13
IV. Lot 2: mission d'AMOA - appui à la coordination du marché d'ingénierie financière	13
Cette prestation vise à assurer la coordination des prestations assurées auprès des collectivités par les titulaires du lot 1: du présent CCTP, et de veiller au bon déploiement opérationnel global du dispositif.....	
	14
V. Compétences requises	15

I. Le contexte du marché d'ingénierie financière

1. La direction cliente

Créée en 2018, la Banque des Territoires est un des cinq métiers de la Caisse des Dépôts. Elle rassemble dans une même structure les expertises internes à destination des territoires. Porte d'entrée client unique, elle propose des solutions sur mesure de conseil et de financement en prêts et en investissement pour répondre aux besoins des collectivités locales, des organismes de logement social, des entreprises publiques locales et des professions juridiques. Elle s'adresse à tous les territoires, depuis les zones rurales jusqu'aux métropoles, avec l'ambition de lutter contre les inégalités sociales et les fractures territoriales. La Banque des Territoires est également une marque déployée dans les 16 directions régionales et les 35 implantations territoriales de la Caisse des Dépôts afin d'être mieux identifiée auprès de ses clients et au plus près d'eux.

Dans le cadre de ses nouvelles orientations stratégiques, la Banque des Territoires a décidé de lancer en partenariat avec l'Etat, un programme d'action dédié à la rénovation énergétique des bâtiments scolaires : EduRénov. Le programme d'action vise à massifier l'effort de rénovation énergétique sur le périmètre principalement des écoles, collèges, lycées. Le programme combine une approche holistique et pragmatique du sujet en mettant en place d'une part une animation nationale – sous la forme d'un club – pour permettre de traiter de sujets structurels ainsi que valoriser les initiatives innovantes et inspirantes pour l'ensemble de l'écosystème, mais également en accompagnant ou finançant 10 000 projets totems de rénovation énergétique à l'échelle des territoires d'ici fin 2027. L'objectif est de créer une dynamique globale à l'échelle locale pour permettre la rénovation énergétique de l'ensemble du parc scolaire.

Pour rappel, la France compte plus de 50 000 écoles et établissements publics locaux d'enseignement qui représentent près de 130 millions de mètres carrés détenus par des collectivités territoriales. Le bâti scolaire représenterait près de 30% de la consommation énergétique des bâtiments communaux. Les plus de 44 000 écoles sont répartis auprès de près de 22 000 communes, ce sont souvent des petites unités pour 60% d'entre elles avec moins de 5 classes.

Dans le cadre du programme d'accompagnement des collectivités territoriales dans leurs projets de rénovation des établissements scolaires, l'ingénierie financière proposée dans ce marché est une brique du parcours d'accompagnement des projets, se situant en phase de maturité avancée du projets (études techniques préalables réalisées).

La construction et la révision du plan de financement d'une collectivité est une étape primordiale dans le passage à l'action vers la passation de marchés en vue de réaliser les travaux de l'établissement.

2. Cible du marché

Le présent marché s'adresse à toutes les collectivités locales (communes, départements, intercommunalités, métropoles, régions) et plus particulièrement aux plus petites collectivités, ayant un nombre limité de projets de rénovation d'établissements scolaires (entre 1 et 10 projets de rénovation de bâtiments scolaires).



Le présent marché s'inscrit en complémentarité de l'accord cadre d'ingénierie EduRénov n°20235453 s'adressant plus particulièrement aux plus grandes collectivités.

Il s'inscrit également en complémentarité avec un futur dispositif en discussion avec l'Etat : le déploiement de 50 experts financiers (dispositif qui sera potentiellement porté par le programme ACTEE de la FNCCR et la Banque des territoires) à l'échelle des territoires chargés de structurer les plans de financement des projets de rénovation des bâtiments tertiaires des collectivités (avec une démarche d'animation et d'articulation avec les acteurs locaux tels les préfets, services déconcentrés, les acteurs locaux tels les ALEC ou les SDE, les DASEN, les économes de flux et les conseillers en énergie partagée via le réseau CARTE...).

Le présent marché s'adresse aux projets de rénovation (globale et partielle) d'établissements scolaires y compris d'adaptation climatique. Ils doivent viser 40% d'économie d'énergie finale à minima (au titre du Décret éco-énergie tertiaire dit DEET) et être en stade de maturité avancée dans les étapes pré-opérationnelles : avoir réalisé un audit énergétique et être en phase de programmation (phase APS ou APD à minima, coûts d'opération pré-définis, scénario de travaux choisis).

Les prestations proposées par le présent marché permettent de faire le pont entre les prestations d'ingénierie technique fournissant des éléments d'aide à la prise de décision et le lancement effectif des travaux.

L'ingénierie financière permet en effet de mobiliser efficacement des ressources multiples – telles que subventions, prêts à taux préférentiels, et autres sources de financements – et d'optimiser l'allocation des fonds. Cette planification rigoureuse assure la soutenabilité budgétaire des projets, réduit le risque financier pour la collectivité, et maximise l'impact des investissements. Un plan de financement solide renforce la capacité des collectivités à sécuriser des engagements financiers, tout en respectant les contraintes économiques et réglementaires.

Par ailleurs, l'ingénierie financière permet de rehausser l'ambition des projets de rénovation scolaire. En effet, par manque de compétences et de moyens, les plus petites collectivités sont parfois contraintes de ne choisir que le premier ou le deuxième scénario proposé par l'audit énergétique. Dans la plupart des cas, le premier scénario présente les actions immédiates pouvant être mises en œuvre rapidement par la collectivité. Ce scénario ne permet pas toujours d'atteindre le premier jalon du DEET. Le deuxième scénario, plus ambitieux, permet généralement d'atteindre le premier voire le deuxième jalon du DEET. Le troisième et dernier scénario, le plus ambitieux, permet une performance maximale avec un projet de rénovation globale. Il permet d'atteindre généralement plus de 60% d'économies d'énergie finale.

Enfin, au-delà de la performance énergétique, les projets de rénovation scolaire ambitieux incluent généralement la prise en compte d'autres aspects comme des actions d'adaptation au changement climatique par exemple (végétalisation des cours d'école et de façades ou toiture, mise en place de système de protection solaire ou de ventilation naturelle) ou des actions de concertation avec la communauté éducative pour co-construire le projet avec les équipes de maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage. Ces actions participent également à augmenter le coût de l'opération.

Ainsi, dans un contexte de raréfaction de la ressource publique, et dans le même temps, de hausse de l'ambition des objectifs climatiques et énergétiques fixés par les pouvoirs publics, les collectivités locales doivent trouver des leviers innovants en matière de financement de leurs projets.

Le titulaire du marché sera donc chargé de concevoir et de déployer des solutions d'ingénierie financière innovantes et adaptées aux caractéristiques des projets ambitieux portés par les collectivités locales.

3. Les objectifs du marché

Le marché propose de fournir à la collectivité un audit financier - véritable outil d'aide à la décision lui permettant de projeter l'impact du projet dans le futur : à l'image des audits énergétiques déjà popularisées dans les collectivités dans le cadre d'opérations de rénovations globale, l'objectif est de fournir à la collectivité un document décisionnel permettant de scénariser les pistes de financement et d'aider à la décision de la collectivité.

La prestation permettra d'identifier en effet les réductions de dépenses de fonctionnement pouvant être générées par le projet de rénovation et de proposer 3 scénario financiers durables pour faire face au nécessaire coût d'investissement d'une rénovation énergétique.

La particularité de ce marché réside dans la capacité à isoler le (ou les) projet(s) de rénovation scolaire dans le budget d'investissement global de la collectivité.

Dans un second temps, le marché proposera d'identifier les recettes nouvelles auxquelles la collectivité peut prétendre (cartographie des financements disponibles) et de concrétiser le montage de ces dossiers de financement.

Mission 1 : Audit financier flash, optimisation du plan de financement et propositions de scénarios

Cette mission a pour objectifs de :

- Réaliser un audit financier et isoler le ou les projets de rénovation scolaire
- Identifier les réductions de dépenses de fonctionnement qui pourraient être générées par les gains énergétiques de la rénovation.
- Proposer trois scénarii financiers viables pour les investissements nécessaires au projet de rénovation
- Fournir des outils d'analyse et des projections financières détaillées

Mission 2 : Recherche de financement et appui au montage des dossiers

Cette mission a pour objectifs de :

- Identifier tous les leviers de financement et les recettes nouvelles auxquelles la collectivité peut prétendre
- Accompagner la collectivité dans les démarches d'obtention de financement

4. Format et allotissement du marché

Le marché est décomposé en deux lots :

- D'un part un lot 1 technique
- D'autre part un lot 2, dédié au pilotage (AMOA)

Le lot 1 est un lot multi attributaire. Le titulaire du lot 2 (mono attributaire) ne pourra pas être attributaire du lot 1.

Le lot 1 fonctionnera sur une logique de tourniquet avec 2 attributaires.

Les réunions en visio-conférence seront privilégiées pour l'ensemble des missions. Aucun frais de déplacement ne sera donc pris en charge.

Le marché court sur dix-huit mois (60 semaines ouvrées) et peut être renouvelé une fois.

II. Lot 1 – Mission 1 (via bon de commande) : Audit financier flash, optimisation du plan de financement et propositions de scénarios

1. Objectifs de la mission

L'objectif de cette mission est de réaliser un état des lieux de la situation financière de la collectivité via un audit flash (1), d'isoler les plans de financement des projets de rénovation des établissements scolaires et en tenir compte dans l'analyse prospective à proposer (2) ; de proposer 3 scénarios de stratégie financière de la collectivité, tenant compte de ses capacités de financement, des financements mobilisables, avec les conséquences sur la situation financière dans le temps (via les ratios dédiés).

2. Missions

2.1. UO.1. : Mission d'analyse financière – audit flash

La mission inclut les étapes suivantes pour fournir une vision complète et détaillée de la situation financière de la collectivité et des options envisageables :

2.1.1. Collecte et structuration des informations financières et techniques

L'analyse financière qui sera réalisée devra tenir compte des éléments issus des études techniques transmises par la collectivité (audits énergétique ou analyse de la situation par un conseiller en énergie partagé, un économiste de flux ou un service technique dédié – et éléments de programmation définis par la maîtrise d'œuvre). Ces éléments permettront d'identifier le niveau de consommation du bâtiment et l'impact de ces consommations sur le budget de fonctionnement de la collectivité.

Les recommandations contenues dans les audits, s'agissant de l'impact de la rénovation sur le niveau de consommation et donc sur les dépenses de fonctionnement devront être retenues pour les propositions de scénarios dans la phase prospective.

Il sera indispensable de collecter l'ensemble des informations financières et techniques fournies par la collectivité ainsi que toute documentation budgétaire nécessaire à l'analyse du budget de la collectivité dont :

- Les budgets primitifs et les comptes administratifs sur la période à étudier (exemple du début de mandat à aujourd'hui) ;
- Les Etats fiscaux 1259 nécessaires au vote annuel des taux de fiscalité ;
- Les états fiscaux relatifs aux taxes d'habitation et taxes foncières ; (tenir compte de la suppression de la taxe d'habitation dans l'analyse financière) ;

- Les comptes de gestion du comptable public de la période à étudier (exemple début de mandat à aujourd'hui) ;
- Les fiches DGF de la période à étudier (exemple début de mandat à aujourd'hui).

Le traitement de données automatiques permettra d'identifier des données, dont : les dépenses, recettes de fonctionnement et investissement ; le niveau d'endettement (la dette budgétaire au 31.12) ; le régime fiscal de la collectivité et la relation avec le niveau intercommunal ; les subventions existantes ou envisagées, l'état fiscal, ainsi que toute source de financement potentiel déjà identifiée.

Le titulaire du marché devra effectuer les retraitements nécessaires à toute analyse préalable, notamment dans le calcul des épargnes, afin de restaurer l'annualité des données financières, les recettes et charges exceptionnelles de la section de fonctionnement.

De même, pour ne pas figurer dans le calcul des soldes de gestion en fonctionnement, les mouvements d'ordre doivent également être isolés. A l'inverse, ces montants doivent être ré-imputés comme produits et charges d'investissement, ce qui rend mieux compte du caractère non récurrent de ces flux financiers.

En parallèle, et à défaut de ces documentations et informations, il conviendra de fournir un outil d'extraction des données individuelles financières automatisée disponibles en open data.

2.1.2. Analyse des indicateurs financiers de soutenabilité

Le titulaire devra calculer et analyser les indicateurs clés permettant d'évaluer la soutenabilité financière du projet et son impact sur les finances de la collectivité ainsi que les seuils réglementaires et les seuils d'alerte, comme :

- **Epargne de gestion, épargne brute** : pour dégager la capacité d'autofinancement, analyser les fonds propres disponibles afin de financer une partie de l'investissement sans recourir à des emprunts.
- **Epargne nette et niveau d'endettement** : mesurer la part de la dette dans le budget global de la collectivité, en comparant aux seuils recommandés pour les collectivités de taille comparable.
- **Capacité de désendettement** : évaluer la durée nécessaire pour rembourser la dette en fonction des ressources actuelles et prévues de la collectivité.
- **Le niveau d'emprunt et les taux d'intérêt associés** : intégrer les modalités d'amortissement des prêts existants ou futurs, ainsi que les taux d'intérêt attendus pour le financement du projet.
- **La durée d'amortissement des équipements**

Une attention particulière sera portée au poids de la dette actuelle et des recommandations pourraient être réalisées pour d'éventuelle renégociation des taux, rachats de crédits, en vue d'intégrer les projets de financements des rénovations dans les dettes actuelles ou prévues.

2.2. Identification et isolement du ou des projets de rénovation énergétique des écoles

L'objectif de la prestation est d'identifier et d'isoler le ou les projets de rénovation énergétique des écoles en fonctionnement et en investissement et de créer ou réviser le plan de financement du ou des projets de rénovation des écoles de la collectivité.

Des échanges avec la collectivité (conseiller en énergie partagé, économe de flux, futurs conseillers financiers et personnes en charge des questions techniques et/ou financières de la collectivité par exemple les DAF, DGS, et directeurs des bâtiments si existants) devront être prévus durant la mission pour connaître leurs projets de rénovation, les bâtiments à prioriser et le coût de chaque investissement – issus notamment des documents techniques. Cela concerne les coûts détaillés de l'investissement (travaux, études, suivi de projet, etc).

Dans un second temps et dans une logique prospective, une attention particulière sera portée aux projets d'investissements de la collectivité, qui sont en cours ou futurs dans l'analyse prospective.

2.3. Proposer des scénarios d'investissement en conséquence

Les scénarios devront identifier les marges de manœuvre de la collectivité compte tenu de ses tendances budgétaires (1) ; réaliser des simulations en intégrant les nouvelles recettes de types subventions publiques ou privées (2); pour aboutir à des propositions de scénarii alternatifs (3).

2.3.1. Identifier les marges de manœuvre de la collectivité

L'étude portant sur des scénarii de prospective devra tenir compte des capacités de la collectivité à financer son projet de rénovation de bâtiment scolaire à budget constant – et le cas échéant, identifier les leviers crédibles et soutenables pour la collectivité lui permettant de mener ses projets de rénovations scolaires. Plusieurs scénarii sont à proposer en fonction du risque, de l'impact sur la capacité de désendettement de la collectivité.

Ces scénarios serviront d'outils d'aide à la décision pour la collectivité, lui permettant potentiellement de :

- **Réduire l'impact financier** de l'investissement pour la collectivité, en identifiant des options de financement liées à des subventions publiques et privées (ex. fonds vert et CEE)
- **Structurer le montage financier** en fonction de la capacité d'emprunt et des contraintes budgétaires, en assurant la soutenabilité financière du projet sur le long terme.

2.3.2. Identifier les recettes existantes possibles

Il s'agit d'identifier les recettes existantes, inscrites dans le PPI, le cas échéant, notamment les subventions déjà acquises ou en cours d'obtention par la collectivité.

2.3.3. Proposition de scénarios alternatifs de financement

Le titulaire du marché aura pour mission de :

- Élaborer **3 scénarios de financement** comprenant des options de financement variées et équilibrées (autofinancement, subventions, emprunt, etc) pour réduire l'impact financier de l'investissement : identifier des principales financements complémentaires ou alternatifs, incluant des estimations de subventions, des prêts à taux préférentiels, ou des dispositifs de financement type intracting, les CEE, la FCTVA.
- Intégrer une **modélisation financière simplifiée**, présentant pour chaque scénario les projections de coûts, les modalités de remboursement, les impacts sur les budgets

futurs, et les économies potentielles de fonctionnement. Une attention sera portée au coût évité en fonctionnement permis par l'amélioration de l'efficacité énergétique.

- Illustrer chaque scénario par des **tableaux comparatifs** et des graphiques de projection afin de faciliter la compréhension et la prise de décision par la collectivité.
- **Analyser les impacts budgétaires des scénarios** proposés, y compris le calcul de retour sur investissement lorsque pertinent, pour démontrer les bénéfices financiers à moyen et long terme.

3. Durée de la mission

La mission est estimée à **3 à 5 jours de mobilisation**, en fonction du volume et de la qualité des données recueillies. Les profils attendus sont des **experts en ingénierie financière et en finances publiques locales** ayant une expérience dans la structuration de financements pour les collectivités.

Les dimensions recueil et structuration des données élémentaires à l'audit financier et l'établissement des éléments nécessaires au plan de financement pourront être mutualisées par le prestataire. Celui-ci devra être force de proposition pour industrialiser les process, le recours/analyse à des bases de données, et l'outillage mis à disposition dans le cadre de la mission.

4. Livrables

Les livrables suivants sont attendus pour documenter le diagnostic, les analyses financières et les recommandations de financement :

1. Note de cadrage

- Un document initial synthétisant les objectifs de la mission, les hypothèses retenues, les données collectées et la méthodologie employée pour l'analyse.
- Une présentation d'un calendrier et des étapes clés pour la mise en œuvre de la mission.

2. Fichier Excel du plan de financement intégrant l'ensemble des projets de rénovation :

- Un fichier Excel détaillé regroupant les données du plan de financement actuel, les coûts estimés et les indicateurs de soutenabilité calculés, notamment :
 - Les montants d'investissement, la capacité d'autofinancement, le niveau d'endettement et les coûts d'amortissement.
- Inclusion de sections pour les commentaires et analyses de chaque indicateur, ainsi que les recommandations spécifiques pour chaque catégorie d'investissement.
- Ce fichier contiendra un tableau synthétique avec les catégories de dépenses et des ressources disponibles. Le format du tableau sera standardisé et commun à toutes les prestations et les attributaires du lot, convenu d'un commun accord entre les attributaires et l'équipe EduRénov de la Banque des territoires, lors du lancement du marché.

3. Fichier Excel des scénarios de financement alternatifs :

- Un fichier Excel standardisé, structurant chaque scénario de financement proposé avec :
 - Les options de financement envisagées, leurs montants respectifs, et les indicateurs financiers associés
 - Des projections simplifiées et des graphiques comparatifs pour évaluer les gains financiers et les économies attendues pour chaque scénario.
- Synthèse comparative des scénarios, permettant à la collectivité de comprendre les options les plus avantageuses.

4. Support de présentation synthétique pour les élus, à vocation décisionnelle :

- Un fichier MS PPT standardisé, résumant le plan de financement, présentant les grands indicateurs et les scénarios proposés.

5. Niveau d'accompagnement

En raison de la forte diversité des projets et des montages attendus pour cette prestation, deux niveaux d'accompagnement sont définis : simple et complexe. Le niveau d'accompagnement sera défini à la survenance de chaque besoin exprimé par la collectivité maître d'ouvrage lors de la phase de cadrage.

La prestation comprend nécessairement un rapide temps d'échange téléphonique ou visio entre le prestataire et la collectivité. Le titulaire remettra une proposition d'intervention (coûts et délais) à la suite de ce temps de cadrage.

Le niveau d'accompagnement est estimé selon la grille suivante :

- Accompagnement simple : 3 jours de mission (UO.1.a.)
- Accompagnement complexe : 5 jours de mission (UO.1.b.)

Le niveau de complexité sera à définir lors de l'échange de cadrage. Il sera justifié notamment par le critère de la qualité et disponibilité immédiate des documents financiers et budgétaires.

III. Lot 1 - Mission 2 (via bon de commande) : Recherche de financement et appui au montage de dossiers

1. UO.2. : Identification et cartographie des financements et conseil opérationnel

1.1. Objectifs

L'objectif de cette mission est de fournir à la collectivité une vision exhaustive et actualisée des options de financement disponibles au niveau local et national pour son projet, en lui apportant des recommandations opérationnelles pour sélectionner les solutions les plus adaptées. Le titulaire devra identifier les dispositifs de financement, subventions, prêts et autres formes d'appui financier, qu'ils soient publics ou privés, et en présenter les caractéristiques pour aider à la prise de décision.

Une partie du travail capitalise sur la connaissance du lauréat des dispositifs génériques de financement. Un travail d'adaptation aux acteurs et caractéristiques locales est à prévoir.

Sont compris dans le périmètre de recherche, les financements suivants :

- Subventions type Fonds vert, DSIL, DETR, subventions supra-locales (intercommunalité, département, région, etc.),
- Des aides nationales spécifiques type subventionnelle ACTEE, ADEME ou fonds divers considéré comme une recette pour la collectivité (ex. le FCTVA)
- Les appels à projets en cours (ex. PIA, NEFLE, BPI etc.)
- Prêts pour les investissements par des banques régionales ou nationales
- Dispositif d'avances remboursables type intracting

1.2. Mission

Dans cette mission, le titulaire devra :

- **1. Réaliser une cartographie des sources de financement :**
 - Effectuer une veille exhaustive des dispositifs existants, incluant les appels à projets spécifiques au secteur et aux priorités de la collectivité.
 - Identifier les sources de financement publiques (subventions régionales, nationales, européennes, etc.) et privées, susceptibles de répondre aux besoins de la collectivité.
- **2. Proposer des recommandations et une aide à la décision :**
 - Analyser les avantages et limites de chaque option de financement en fonction des caractéristiques du projet, de ses contraintes temporelles et financières.
 - Proposer des choix et des arbitrages le cas échéant pour recommander la meilleure stratégie à la collectivité.
 - Rédiger des conseils stratégiques pour guider la collectivité dans le choix des financements en tenant compte des délais, du niveau de compétitivité et des exigences des financeurs.

1.3. Livrables

Les livrables de cette mission incluent :

- **Support de cadrage :**
 - Un document initial synthétisant les objectifs de la mission, les hypothèses retenues, les données collectées et la méthodologie employée pour l'analyse.
 - Présentation d'un calendrier et des étapes clés pour la mise en œuvre de la mission.
- **Document de synthèse opérationnel :**
 - Présentant les sources de financement identifiées, leur pertinence et les prérequis d'éligibilité pour chaque option, accompagnée de recommandations pour une stratégie de financement cohérente.
 - Un document de présentation destiné aux décideurs de la collectivité, résumant les options et recommandations, dans un format visuel (MS PPT ou document court) pour faciliter la compréhension et la prise de décision
- **Fichier Excel des sources de financement :**
 - Un tableau structuré, normalisé, détaillant :
 - Les noms et types de financement
 - Les montants indicatifs
 - Les critères d'éligibilité
 - Les contacts et modalités d'application
 - Les délais de candidature et autres spécificités.

1.4. Niveau d'accompagnement

La prestation comprend nécessairement un temps d'échange téléphonique ou visio entre le prestataire et la collectivité.

Le niveau d'accompagnement est estimé à 1 jour ouvré.

2. UO.3. : Appui au montage administratif et financier des dossiers

2.1. Objectifs

L'objectif de cette mission est de guider et d'accompagner la collectivité dans les démarches administratives pour préparer, soumettre et suivre les dossiers de financement. Cette mission vise à assurer que les dossiers soient complets, conformes et optimisés pour maximiser les chances d'obtention des financements. Cela implique de préremplir une demande de financement auprès du fonds vert ou de la DSIL sur la plateforme démarches-simplifiées par exemple.

S'il est du ressort du lauréat de la mission de préremplir les éléments du dossier nécessaires à la demande de financement, il est de la responsabilité de la collectivité de valider le dossier et de l'envoyer via les interfaces adéquates.

2.2. Mission

Les prestations attendues dans cette mission sont :

- **1. Assistance dans la préparation et la structuration des dossiers :**
 - Récupérer les éléments nécessaires ainsi que fournir un cadre méthodologique pour la constitution de chaque dossier en fonction des exigences de chaque financeur.
 - Intégrer les éléments techniques, financiers et administratifs nécessaires pour la conformité du dossier.

- **2. Appuyer la rédaction (préremplissage) de la demande de financement :**
 - Préremplir la demande de financement en format dématérialisée ou non. Le lauréat n'a pas à valider ou envoyer la demande en question dans la mesure où il s'agit de la responsabilité de la collectivité.
 - Itérer une ou deux fois avec la collectivité pour ajuster certains éléments de la demande de financement.

2.3. Livrables

Les livrables de cette mission incluent :

- **Note de cadrage :**
 - Un document initial synthétisant les objectifs de la mission.
 - Présentation d'un calendrier et des étapes clés pour la mise en œuvre de la mission.
- **Dossiers de demande de financement conformes :**
 - Dossiers complets pour chaque financement sollicité, avec toutes les pièces requises et une rédaction répondant aux critères spécifiques de chaque organisme financeur.
- **Rapport final d'accompagnement :**
 - Un document d'une ou deux pages détaillant les démarches effectuées, les dossiers soumis et l'état des financements obtenus, accompagné de recommandations pour la gestion des financements futurs et le respect des obligations contractuelles de suivi.

2.4. Niveau d'accompagnement

Le niveau d'accompagnement sera défini à la survenance de chaque besoin exprimé par la collectivité maître d'ouvrage lors de la phase de cadrage.

La prestation comprend nécessairement un temps d'échange téléphonique ou visio entre le prestataire et la collectivité. Le titulaire remettra une proposition d'intervention (coûts et délais) à la suite du temps de cadrage.

Le niveau d'accompagnement est estimé selon le nombre de dossiers de financement à déposer, à hauteur de 2 jours ouvrés par dossier de financement. Un maximum de 3 dossiers de financement sera traité.

IV. Lot 2: mission d'AMOA - appui à la coordination du marché d'ingénierie financière

1. Objectifs

Assurer un déploiement optimal de l'offre d'ingénierie financière proposée par la Banque des territoires dans le cadre du programme EduRénov (cf. prestations évoquées précédemment).

Appuyer l'équipe du programme EduRénov dans le pilotage de cette offre d'ingénierie et dans la gestion du lien avec les collectivités bénéficiaires et les prestataires sélectionnés dans le cadre du lot 1 (appui à la saisine des prestataires, organisation des réunions de cadrage et suivi des missions d'ingénierie, appui au pilotage budgétaire global, appui dans la valorisation de l'offre d'ingénierie)

Sécuriser le déploiement opérationnel des différentes missions d'ingénierie et en assurer le suivi et la valorisation.

2. Missions

Cette prestation vise à assurer la coordination des prestations assurées auprès des collectivités par les titulaires du lot 1: du présent CCTP, et de veiller au bon déploiement opérationnel global du dispositif.

Aux côtés de l'équipe du programme EduRénov, il s'agira notamment pour le prestataire retenu de :

- *Au niveau des prestations :*

- Faire le lien entre les collectivités demandeuses et les directions régionales de la Banque des Territoires de manière à caractériser le besoin au regard de l'offre d'ingénierie disponible ;
- S'assurer de la mise en œuvre des procédures internes, du lancement effectif des prestations identifiées jusqu'à la validation du service fait et au paiement ;
- Assurer un suivi global de la prestation (organisation de l'échange de cadrage entre la collectivité et l'attributaire, validation de la méthode de travail au regard du besoin spécifique exprimé et de la charge de travail correspondante, échanges avec le prestataire ou la collectivité en cours de prestation en cas de difficulté, recadrage, suivi des délais et mise en place de processus d'alertes, etc.) ;
- Opérer la remontée et le stockage des livrables / indicateurs issus des études et travaux conduits dans le cadre des prestations à des fins de capitalisation et d'analyse (constitution d'une base de données à l'échelle du programme par exemple pour mettre en avant les coûts de rénovation moyens, les typologies de scénario de financement, les types de financements disponibles etc)
- Contribuer à l'amélioration en continu de l'offre d'ingénierie en capitalisant sur les prestations déjà effectuées.

- *Au niveau global :*

- S'assurer que la diffusion de l'offre d'ingénierie auprès des collectivités est efficace et, le cas échéant, proposer et contribuer à la mise en œuvre d'actions correctrices ;
- Définir, avec l'équipe EduRénov, l'organisation la plus optimale pour piloter l'offre d'ingénierie tout au long de la chaîne de valeur (recueil des besoins, lancement des prestations, service fait, capitalisation, paiement, etc.) ;
- Opérer le suivi et le pilotage général de l'offre d'ingénierie – notamment d'un point de vue budgétaire – et suivre quelques indicateurs-clés (nombre de prestations lancées, effet-levier sur la rénovation, typologie des collectivités aidées, typologie des scénarii de financements proposés etc.) ;
- Appuyer l'équipe EduRénov dans la production de contenus et documents de valorisation de l'offre d'ingénierie déployée dans le cadre du programme à destination des collectivités ou de reporting interne (création et mise à jour régulière d'un tableau de bord dédié).

3. Livrables

Un rapport d'activité semestriel sera fourni avec :

- Le tableau de bord de suivi et de pilotage des prestations avec les indicateurs clés ;

- Un compte rendu synthétique des échanges de cadrage et du déroulé des prestations par attributaire et par prestation
- Des contenus de valorisation de l'offre d'ingénierie et documents de communication associés ;
- Un rapport d'étonnement et des propositions d'évolution

4. Modalités de facturation

Au démarrage de la mission, la livraison du document type faisant office de tableau de bord de suivi et de pilotage des prestations ainsi qu'un document faisant état d'un éventuel ajustement de la proposition suite à la première réunion de lancement du marché avec la CDC, déclenchera la facturation de 20% du montant total forfaitaire.

Au terme du semestre 1, La validation des livrables décrits dans le point 3. « Livrables » par le chef de projet CDC déclenchera la facturation de 20 % du montant total forfaitaire.

Au terme du semestre 2, la validation des livrables actualisés décrits dans le point 3. « Livrables » par le chef de projet CDC déclenchera la facturation de 20 % du montant total forfaitaire.

Au terme du semestre 3 : la validation des livrables actualisés décrits dans le point 3. « Livrables » par le chef de projet CDC déclenchera la facturation de 40 % du montant total forfaitaire.

Les livrables seront validés sous 5 jours, au moyen de deux allers-retours au plus. En l'absence de validation, une réunion sera organisée pour arbitrer les points en suspens.

5. Niveau d'accompagnement

Le nombre de jours dévolus à la mission est estimé, à titre indicatif, à environ 3 jours par semaine sur 60 semaines ouvrées (18 mois).

V. Compétences requises

Afin de mener à bien l'intégralité de la mission, le Titulaire devra s'appuyer sur :

- D'excellentes connaissances en ingénierie financière et en finances publiques locales
- Des expériences avérées dans la structuration de financements pour les collectivités et dans la mesure de la soutenabilité budgétaire : prêt, Intracting
- Des connaissances en matière de subventions locales, nationales européennes et une capacité à compléter des dossiers de subvention
- D'excellentes connaissances des acteurs de l'écosystème technique et contextuel de la rénovation énergétique, l'efficacité énergétique et de sobriété énergétique notamment en matière de bâtiments publics (et éducatifs) ;
- Une bonne connaissance du réseau des élus et techniciens locaux ainsi que de la gestion de projet de rénovation immobilière
- Une bonne capacité de traitement de la donnée (gestion de base, organisation des informations, etc.) ainsi qu'une capacité d'analyse et de restitution synthétique

- Des compétences de pilotage de projet et une expertise en matière d'appui méthodologique et de conduite opérationnelle